

PRÉFET DU LOIRET

**DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES**

**ARRETÉ**

**portant autorisation d'exploiter délivrée à l'EARL « DE LA FONTAINE »**

Le Préfet du Loiret  
Officier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**Vu** les articles L 331-1 à L 331-11 du titre III du livre III du code rural et de la pêche maritime,  
**Vu** la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 complémentaire à la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole, à son environnement économique et social,  
**Vu** les lois d'orientation agricole n° 99-574 du 9 juillet 1999 et n° 2006-11 du 5 janvier 2006,  
**Vu** le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives, et notamment ses articles 8 et 9,  
**Vu** le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif,  
**Vu** le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural (partie réglementaire)  
**Vu** l'arrêté du 18 septembre 1985 fixant les coefficients d'équivalence pour les productions hors-sol,  
**Vu** l'arrêté du 6 avril 2009 portant définition de listes de diplômes, titres et certificats pour l'application des articles L. 331-2 (3°) et R. 331-1, D. 343-4, L. 311-3 et D. 341-7 (3°) du code rural et de la pêche maritime,  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2013 établissant le schéma directeur des structures agricoles du département du Loiret et la valeur de l'unité de référence (UR = 92 ha),  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2014 portant délégation de signature à la directrice départementale des territoires du Loiret et l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2015 portant subdélégation de signature aux agents de la direction départementale des territoires du Loiret.

**Vu** la demande n° **159841** présentée le **12 juin 2015** par  
**l'EARL « DE LA FONTAINE »**  
**Madame RIBAUCOURT Florence et Monsieur RIBAUCOURT Marc**  
**25, Grande Rue**  
**45480 – OUTARVILLE**

relative à une modification intervenue dans la société (**Changement de statut social, Madame RIBAUCOURT Florence devient associée exploitante**),

**Vu** l'avis émis par information faite à la Commission Départementale d'Orientation de l'Agriculture, section « Structures et Économie des Exploitations » du **27 AOUT 2015**,

**Considérant :**

- **que l'EARL « DE LA FONTAINE » (Monsieur RIBAUCOURT Marc, 54 ans, associé exploitant et Madame RIBAUCOURT Florence, 52 ans, associée exploitante), exploite une surface de 214,64 ha. Madame RIBAUCOURT Florence ne remplit pas les conditions de capacité ou d'expérience professionnelle, ce qui entraîne une demande d'autorisation d'exploiter ;**
- **que la demande de l'EARL « DE LA FONTAINE » (Monsieur RIBAUCOURT Marc et Madame RIBAUCOURT Florence) permet l'installation de Madame RIBAUCOURT Florence sur une exploitation économiquement viable ;**

- qu'aucune demande concurrente n'a été enregistrée dans les trois mois suivant l'enregistrement du dossier, soit le 12 SEPTEMBRE 2015, sur tout ou partie des biens qui font l'objet de la demande ;
- que l'ensemble des propriétaires a été contacté par le demandeur. L'Etude BASSEVILLE-BESNARD pour le compte de l'Indivision FAGES René représentant une surface de 6,94 ha et l'Etude LATRILLE Xavier pour le compte de l'Indivision FAGES Marie-Thérèse représentant une surface de 6,56 ha n'ont pas donné leurs avis pour cette opération ; les autres propriétaires sont favorables ;
- que la commission départementale d'orientation de l'agriculture puis le préfet se sont prononcés sur la demande de l'EARL « DE LA FONTAINE », tout en sachant que les propriétaires sont libres de louer ou non leurs terres au bénéficiaire d'une autorisation d'exploiter.

Sur proposition de Madame la directrice départementale des territoires du Loiret,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** – Est **ACCORDÉE** l'autorisation sollicitée par l'EARL « DE LA FONTAINE » (Monsieur RIBAUCOURT Marc et Madame RIBAUCOURT Florence)

en vue d'une modification intervenue dans la société (**Changement de statut social, Madame RIBAUCOURT Florence devient associée exploitante**),

La superficie totale exploitée par l'EARL « DE LA FONTAINE » (Monsieur RIBAUCOURT Marc et Madame RIBAUCOURT Florence) serait de **214,64 ha** (parcelles référencées : 45135 A472-A483-ZL85-ZL90-ZL122-ZL123-ZL124-ZM25-D388-ZN3-ZE17 - 45240 ZN18-ZY9-D382-D394-ZN9-ZN21-ZP8-ZX9-ZY10-ZK1-ZK44-ZN17-ZP7-ZX8-ZN20-ZN19 et ZX10).

**Article 2** – L'autorisation d'exploiter sera périmée si son titulaire n'a pas mis en culture le fonds considéré avant l'expiration de l'année culturale qui suit la date de notification, soit avant le 31 OCTOBRE 2016. Si le fonds est loué, l'année culturale à prendre en considération est celle qui suit le départ effectif du preneur, sauf si la situation personnelle du demandeur au regard des dispositions du présent chapitre est modifiée.

**Article 3** – Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et la directrice départementale des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision. Celle-ci sera affichée à la mairie de la commune sur le territoire de laquelle est situé le bien concerné et insérée au recueil des actes administratifs.

Fait à Orléans, le 21 SEPTEMBRE 2015

Pour le préfet et par délégation

Pour la directrice départementale des territoires

La chef du service agriculture et développement rural

Signé : Selma THIEBLEMONT

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à M. le Préfet du Loiret

- un recours **hiérarchique**, adressé au ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche  
Dans ces deux cas, le silence l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- un recours **contentieux**, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans.